PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 4 SEPTEMBRE 2019

L'an deux mille dix-neuf, le 04 septembre à 18 heures 30, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Madame Anne-Marie CANAL Maire,

Présents : AMOROS Martine, BONIKOWSKI Dolorès, CANAL Anne-Marie, MIR Jean-François, VANELLE Jacques, VASSEUR Jacques, FABRE Christophe, LEROUX Denis,

Absents : BATLLE Dominique, TAHIRI Naziha, AUBERT Sophie, CHANDEYSSON Claudia, MILHE Virginie RUISSEAUX Matthieu

Procurations : BATLLE Dominique à CANAL Anne-Marie

Date de la convocation : 28 août 2019

Ouverture séance 18h 30 :

Monsieur Jacques Vanelle est désigné secrétaire de séance.

1- Approbation du compte rendu de séance du 12 juin 2019 :

Aucune remarque

Voté à l'unanimité des membres présents.

2- approbation de l'ordre du jour :

- 1 - Approbation compte rendu séance du 12 juin 2019
- 2 - Approbation de l'ordre du jour
- 3 - Création d'un poste d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe à temps non complet
- 4 - Décision modificative n°1 et 2
- 5 - Modification des statuts communauté de communes Conflent Canigó compétences facultatives
- 6 - Approbation Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLET)
- 7- Approbation des modifications des statuts du SYDEEL 66
- 8 - Convention SI voirie
- 9- Avenant convention PUP Alter et go
- 10 - Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant SCOT – débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) (re-débat du PADD suite au départ des communes de Sournia et Campoussy)
- 11 - Questions diverses

Madame le Maire propose que les questions suivantes soient inscrites à l'ordre du jour

- Emplacement réservé n° 3 droit de délaissement
- Mise à disposition local communal « presbytère »

Madame le Maire demande si d'autres questions diverses doivent être rajoutées.

Il n'y en a pas ;

L'ordre du jour est donc ainsi adopté.

Voté à l'unanimité des membres présents

3- Création d'un poste d'adjoint Administratif principal 2eme classe :

Madame le Maire explique qu'il s'agit d'ouvrir un poste sur la base de 17h30 suite au départ de Monsieur Christophe Delseny qui occupe un poste d'adjoint Administratif.

Il a été recruté sur ce poste vacant Stéphanie Pachis pour 17h30, actuellement à la Communauté de Communes Roussillon Conflent. Mme Pachis prendra son poste à compter du 1^{er} octobre 2019.

Délibération voté à l'unanimité des membres présents

CREATION DUN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2^{ème} CLASSE TEMPS NON COMPLET

Madame le Maire expose au conseil municipal qu'il y a lieu de créer un poste d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe à temps non complet 17.50/35^{ème}

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité,

DECIDE de créer dans la commune un poste d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe à temps non complet 17.50/35^{ème} à compter du 1^{er} octobre 2019.

PRECISE que les crédits nécessaires seront prévus au budget.

4- Décisions modificatives : 1 et 2

Madame le Maire explique les raisons de ces deux DM qui servent à ouvrir les crédits nécessaires au fonctionnement de l'école qui est passé à compter du 1^{er} janvier 2019 à la CCCC.

Il a été évalué que le coût de l'école communale s'élève à : 64 650 € TTC. Voir rapport de la CLET.

Sont compris le salaire de l'ATSEM, le péri scolaire, les fournitures pédagogiques, les sorties, l'entretien des bâtiments, les assurances, le téléphone, internet, l'électricité et 5€ par habitant pour abonder un fond d'investissement destiné aux bâtiments.

Cette somme représente déjà ce que coûtait l'école mais les dépenses étaient éclatées dans des chapitres alors qu'à présent la CCCC paie les factures et les personnels et nous remboursons la somme de 64 650.00 € en une seule fois.

Elle précise également qu'il s'agit d'abonder le compte 6574 pour le complément de subvention à la fondation du patrimoine pour un montant de 25 €.

La DM 1 concerne des virements entre comptes et la DM 2 des ouvertures de crédits en recettes non prévues au budget initial.

Délibérations votées à l'unanimité des membres présents

DECISION MODIFICATIVE N° 1 VIREMENTS DE CREDITS

Madame le Maire indique qu'il y a lieu de procéder aux virements de crédits suivants :

<i>Désignation</i>	<i>Diminution Sur crédits ouverts</i>	<i>Augmentation de crédits</i>
<i>D 60633 Fournitures de voirie</i>	<i>4 050.00</i>	
<i>D 60612 Energie électricité</i>	<i>1 500.00</i>	
<i>D 60631 Fournitures entretien</i>	<i>500.00</i>	
<i>D 6553 Service incendie</i>	<i>8133.00</i>	
<i>D 6225 Indemnité comptable</i>	<i>173.00</i>	
<i>D 6574 Sub. Fonct person. Droit privées</i>		<i>25.00</i>
<i>D 739211 Attribution de compensation</i>		<i>14 331.00</i>

Le Conseil Municipal à l'unanimité approuve les virements de crédits ci-dessus

DECISION MODIFICATIVE N° 2 OVERTURE DE CREDITS

Madame le Maire indique qu'il y a lieu de procéder aux ouvertures de crédits suivantes :

<i>Désignation</i>	<i>Ouverture de crédits Recettes</i>	<i>Ouverture de crédits dépenses</i>
<i>R 6419 Remb. rémunération personnel</i>	<i>8 695.00</i>	
<i>R 70876 Remb. Par le GFP</i>	<i>3 595.00</i>	
<i>R 7484 Dotation de recensement</i>	<i>1 029.00</i>	
<i>D 739211 Attributions de compensation</i>		<i>13 319.00</i>

Le Conseil Municipal à l'unanimité approuve les ouvertures de crédits ci-dessus.

5- Modification des statuts de la communauté de communes Conflent Canigó :

Il s'agit de nouvelles compétences facultatives.

Il s'agit de la prise en charge de la compétence culture en vue de mettre en place un schéma cohérent de développement culturel sur le territoire des 45 communes de la CCCC.

Cela permettra de rendre cohérent les offres de tourisme et d'aider certains lieux comme saint Michel de Cuxa par exemple haut lieu de l'Art roman à mieux se faire connaître et à mieux accueillir les touristes.

D'autres exemples ne manquent pas précise Madame le Maire.

Cette compétence a fait l'objet d'un audit complet sur l'état du territoire en matière de la culture et a accueilli un avis favorable au dernier conseil communautaire.

Délibération voté à l'unanimité des membres présents

**MODIFICATION DES STATUTS COMMUNAUTE DE COMMUNES CONFLENT CANIGÓ
COMPETENCE FACULTATIVE**

Madame le Maire fait part de la délibération de la communauté de communes Conflent canigó validée lors du conseil communautaire du 12 juillet dernier relatives à la proposition de modification des statuts.

COMPETENCES FACULTATIVES

Article 5.3.7 Actions culturelles et patrimoniales issues du schéma de développement culturel et patrimonial approuvé par le conseil communautaire, en partenariat avec les acteurs institutionnels du territoire

Madame le Maire rappelle que ces modifications sont soumises à chaque commune membre.

Indique qu'en application des dispositions de l'article L5211-17 du CGCT, ces modifications statutaires entreront en vigueur dès lors qu'elles auront été approuvées par 50 % des conseils municipaux représentant le 2/3 de la population de la communauté de communes ou par les 2/3 des conseils municipaux représentant 50 % de la population, majorité qualifiée prévue à l'article L5211-5 du CGCT.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

SE PRONONCE favorablement à la proposition de modification des statuts de la communauté de communes Conflent Canigó en matière de nouvelles compétences facultatives comme énoncées ci-dessus.

6- Approbation Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées : CLET

Madame le Maire fait part du rapport qui établit le montant des charges transférées pour chacune de nos écoles.

Elle explique dans le détail qu'il a fallu faire un relevé précis de toutes les charges de notre école communale : électricité, téléphone, eau, internet, produits d'entretien, fournitures scolaires, sorties, assurances, copieur, fêtes de l'école, charges de personnel, maintenances des extincteurs...

Est inclus la participation à l'investissement de 5€ par habitant.

Le montant de ces charges a été évalué à : 64 650.00 €.

Madame le Maire ajoute que les contributions au SDIS sont également transférées.

La restauration scolaire est aussi transférée.

En contre partie la CCCC recevra la somme de 260 000 € pour asseoir cette compétence qui viendra abonder le budget des écoles.

Les élus apprécient cette prise de compétence qui a le mérite de connaître le coût exact de notre école.

Monsieur Mir 1^{er} adjoint fait remarquer que les communes selon lui, perdent petit à petit de leur autonomie au profit des communautés de communes et qu'un jour il n'y aura plus de maire en place.

Délibération voté à l'unanimité des membres Présents

<p>APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLET)</p>
--

Madame le Maire présente le rapport 2019 établi et voté par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLET) de la Communauté de Communes Conflent Canigó, fixant les évaluations de charges transférées et indiquant l'impact sur les attributions de compensation.

Madame le Maire précise que conformément à l'article L1609 nonies C, les conseils municipaux ont un délai de 3 mois pour se prononcer, à défaut, le rapport sera réputé validé.

Le conseil Municipal ouï l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité :

APPROUVE le rapport 2019 établi par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLET) de la Communauté de Communes Conflent Canigó

7 – Modification des statuts du SYDEEL 66 :

Madame le Maire indique que ces modifications d'ordre statutaires sont purement réglementaires.

Délibération voté à l'unanimité des membres présents

**APPROBATION DES MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL
D'ENERGIES ET D'ELECTRICITE DU PAYS CATALAN (SYDEEL66)**

VU le Code général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération N° 24042019 en date du 27 Juin 2019, du Comité Syndical du SYDEEL66

M. ou Mme le Maire explique que le Comité syndical du Syndicat départemental d'Energies et d'Electricité du Pays Catalan (SYDEEL66), dans sa séance du 27 Juin 2019, a délibéré à l'unanimité en faveur des modifications de ses statuts qui avaient été approuvés par arrêté préfectoral N° PREF/DCL/BCLAI/2018330-0002 du 26 Novembre 2018.

Les modifications envisagées portent sur les articles énoncés ci-dessous :

- *Mise en conformité rédaction Art 5.1.1 - compétence obligatoire distribution publique d'électricité*
- *Prise en compte du nouveau code de la commande publique Art 5.1.2 / 5.3.4*
- *Modification Art 5.2.2 – pour adaptation au contexte en termes d'innovation pour la mobilité propre*
- *Actualisation Art 5.3 et sous-articles correspondants – Mise en commun moyens et activités accessoires concernant notamment les actions liées à la transition énergétique.*
- *Création Art 5.3.5 – Autres Activités Complémentaires*
- *Modification Art 8 – Composition et fonctionnement du comité syndical*
- *Reformulation article 8.2 et renumérotation en 8.5 – Dispositions relatives au fonctionnement du Comité Syndical, du bureau, des commissions et des fonctions de Président*
- *Création Art 8.6 – relatif aux Commissions*
- *Reformulation Art 9 – Election du bureau*
- *Suppression des Art 11 / 12 modification de l'objet des articles 11 et 12 suite à renumérotation*
- *Actualisation Art 13 – Budget – Reformulation art 13-1 Dépenses et ajout de recettes à l'article 13-2*

La délibération du Comité Syndical en date du 27 Juin 2019 a été notifiée à la Commune le 18 juillet 2019 et il appartient au Conseil Municipal de se prononcer, dans un délai de trois mois sur ces modification conformément aux dispositions des articles L 5711-1 et L 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Si les conditions de majorité sont réunies, la modification des statuts sera entérinée par un arrêté préfectoral.

L'extrait de délibération du SYDEEL66 précisant les changements ainsi qu'un exemplaire des statuts ont été remis à chacun des Conseillers municipaux.

Lecture étant faite, Mme le Maire demande au Conseil de délibérer,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

APPROUVE dans toutes ses dispositions la rédaction des nouveaux statuts du Syndicat Départemental d'Energies et d'Electricité du Pays Catalan (SYDEEL66).

MANDATE Mme le Maire pour adresser la délibération aux services préfectoraux à laquelle seront annexés les statuts adoptés et l'autorise à signer tous documents utiles à cette affaire.

DIT qu'un exemplaire de la délibération exécutoire avec son annexe sera transmis à M. le Président du SYDEEL66

8 – Convention du Syndicat Intercommunal de voirie :

Madame le Maire explique que le SIV est chargé des travaux de voirie commandés par la commune : je rappelle qu'il s'agit de la mise en place d'un réseau pluvial, rue des cardeurs et qu'une convention d'un montant de 8 000.00 € HT soit 9 600.00 € TTC est passée.

En effet les maisons en contrebas de cette rue sont continuellement inondées à la moindre pluie.

Délibération voté à l'unanimité des membres présents

**CONVENTION MAITRISE D'OUVRAGE SYNDICAT DE VOIRIE D'ILLE SUR TET
CONSTRUCTION DE CHAUSSEES DANS LE VILLAGE**

Madame le Maire demande l'autorisation de mettre en place et signer une convention de maîtrise d'ouvrage entre la commune et le Syndicat de voirie d'Ille sur Têt pour la construction de chaussées dans le village d'un montant de 8 000.00 € HT soit 9 600.00 € TTC.

Madame le Maire précise que le syndicat de voirie prendra en charge une partie du coût de ces travaux à hauteur de 8 000.00 € TTC

La participation financière de la commune s'élèvera à 1 600.00 € TTC

Le conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

APPROUVE la convention de maîtrise d'ouvrage entre la commune et le SI de voirie d'Ille sur Têt pour la construction de chaussées dans le village d'un montant HT de 8 000.00 € soit 9 600.00 € TTC. dont la participation du Syndicat de voirie est de 8 000.00 € TTC la participation restant à charge de la commune est de 1 600.00 € TTC

DONNE DELEGATION à Madame le Maire pour la mise en place et signature de la convention de maîtrise d'ouvrage.

9- Avenant à la convention PUP alter et go :

Des modifications ont dû être réalisées dans la création du réseau d'eau alimentant les éco gîtes, modifications à la demande de la régie, soit un coût supplémentaire de 12 165.20 € HT soit 14 598.24 € TTC

Madame le Maire précise que seront à la charge de la commune seulement 15% et 85% à celle d'alter et Go. Il s'avère qu'entre temps la législation a changé et que les réseaux doivent être pris en charge par les régies et non pas par les communes.

Ce qui a pour conséquence que la Régie de l'eau devient maître d'ouvrage et paie les factures pour le compte de la commune qui remboursera à la Régie à la suite d'un titre que celle-ci émettra.

Donc le présent avenant au PUP a pour but de modifier le montant initial des travaux prévus et d'acter le montant de la plus value des travaux et de transférer cette prise en charge à la régie de l'eau.

La CCCC devient signataire aux côtés de la commune, de la régie et d'Alter et Go.

Délibération voté à l'unanimité des membres présents

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL DU 24 AVRIL 2018

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que le projet urbain partenarial PUP (article L332-11-3 du code de l'urbanisme) est un mode de financement des équipements publics, par les constructeurs ou aménageurs.

Il s'agit donc du nouveau moyen pour la commune de mettre à la charge des personnes privées le coût des équipements publics nécessaires à la viabilisation des terrains de leur projet d'aménagement.

La compétence de signature d'un PUP appartient au maire de la commune (article R332-25-1 du code de l'urbanisme).

Suite au projet de l'association ALTER ET GO sur les terrains situés en zone 2NA du Pos section A 528, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 595, 597, 545, 40 qui ne bénéficient pas des équipements publics nécessaires, une convention PUP portant sur l'extension du raccordement au réseau public d'assainissement et ERDF avait été votée par délibération N° 014/2018 en date du 28 mars 2018.

Madame le Maire indique qu'il y a lieu de mettre en place l'avenant n° 1 à la convention du 24 avril 2018.

Cet avenant est à conclure entre quatre parties : La commune, la Communauté de communes Conflent Canigó, la Régie eau et assainissement du Conflent et l'association Alter et Go.

En effet au cours de l'exécution des travaux et à la demande du gestionnaire de la voie départementale, le tracé des réseaux humides (eau et assainissement) au niveau de la traversée de la Têt, a dû être modifié.

Les travaux doivent impérativement être réalisés en encorbellement ce qui génère un surcoût d'un montant de 12 165.20 € HT soit 14 598.24 € TTC.

Le montant des autres travaux liés à l'opération et figurant au PUP du 24 avril 2018 n'est pas modifié. Ainsi la fraction des travaux d'extension des réseaux humides mis à la charge de l'association ALTER ET GO reste celle de 85 % du montant total des travaux TTC.

L'association ALTER ET GO et la commune s'engagent à verser au SIVU-Régie eau assainissement du Conflent une participation financière correspondant à la totalité du coût des travaux relatif à cet avenant : ALTER ET GO : 12 408.50 € TTC la commune 2 189.74 € TTC

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité,

AUTORISE Madame le Maire à signer l'avenant N° 1 à la convention PUP présentée,

AUTORISE Madame le Maire à assurer l'exécution de tout acte à intervenir à cet effet,

DONNE pouvoir à Madame le Maire de signer toutes pièces nécessaires à l'accomplissement des présentes.

10- Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant SCOT – Débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Madame le Maire, rappelle que l'article L 153-12 du Code de l'Urbanisme indique que dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUi valant SCOT, un débat sur les orientations générales du PADD doit se tenir dans chaque Conseil Municipal. Il sera suivi d'un débat en Conseil Communautaire.

Le départ au 1^{er} janvier prochain des communes de SOURNIA et CAMPOUSSY de la Communauté de Communes Conflent Canigó oblige à redébattre le PADD avec le périmètre définitif sur lequel le PLUi valant SCOT sera approuvé.

Elle présente le document qui a été envoyé aux conseillers municipaux en même temps que la convocation, et qui est mis à disposition des conseillers pour la séance, et ouvre le débat. Par rapport à la version qui avait été débattue en 2017, les évolutions du PADD concernent essentiellement les mises à jour consécutives au départ des deux communes précitées, et à des ajustements rédactionnels qui ne changent pas la philosophie du document.

Pour rappel, les grands principes du PADD :

Le PLUi valant SCOT dresse le constat que le territoire de la communauté subit de nombreux déséquilibres, notamment par manque de vision globale d'aménagement du territoire, qui résulte à une concurrence entre communes, mais aussi avec les territoires voisins.

La consommation d'espaces a donc été réfléchi jusqu'à aujourd'hui uniquement à l'échelle communale, ce qui a eu pour souvent pour conséquence un développement anarchique, ne tenant pas compte des grandes composantes de l'environnement (espaces agricoles, réseaux,...).

Le PADD est une pièce qui fixe, par ses orientations générales, la 'feuille de route' globale du PLUi valant SCOT. Il traite sans hiérarchisation d'intérêt, de l'environnement, d'agriculture, d'urbanisme, d'habitat, du paysage et du patrimoine, de mobilités, du développement économique et commercial, et des communications numériques.

Le document sert donc de cadre aux autres pièces du PLUi (Règlements, Zonages, Orientation d'Aménagement et de Programmation,...) qui ont été travaillées récemment, et fixe des objectifs de modération de consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il résulte de l'application des lois nationales d'urbanisme, des documents de rangs supérieurs, (Plans de risques, Charte du PNR, ...), et des nombreux ateliers et réunions de travail qui sont intervenus depuis le lancement de la procédure.

La méthodologie retenue a été de prendre la capacité à accueillir des nouveaux emplois comme base de travail pour établir des projections de développements futurs, pour réduire la tendance d'effet 'dortoir' qui existe localement aujourd'hui, en recréant le lien 'lieu d'emploi/lieu de vie'. La population ainsi attendue dans le scénario de projection démographique est estimé à environ +3400 habitants à la fin des 20 années de vie du PLUi.

Ces développements doivent tenir compte de l'environnement (biodiversité, agriculture, patrimoines, ...) sur lequel se sont installées les communes.

Des orientations visant à préserver les milieux naturels, agraire patrimoniaux... sont établies.

L'accueil de populations nouvelles et d'activités économiques doit être priorisé dans les entités bâties existantes. Le PADD travaille à permettre une adaptation des règles architecturales et urbaines pour améliorer l'évolution de 'la ville dans la ville'.

Les extensions d'urbanisation représentent à l'échelle de toute la communauté, 92 ha pour de l'habitat (contre 95 ha en 2017 car deux communes en plus), 20 ha pour du développement économique, + 3ha pour des projets d'infrastructures hors RN116) sont strictement règlementées par des densités et des critères qualitatifs.

Ces enveloppes de superficies seront réparties par famille de communes de l'armature territoriale, et à l'intérieur de celles-ci, par commune, selon son type.

Le travail de déclinaison de ces orientations a d'ores et déjà été réalisé avec plusieurs réunions de travail qui aboutiront prochainement à la validation du zonage du PLUi.

En effet les communes de Campoussy et Sournia ont souhaité quitter la CCCC pour adhérer à la CC des Fenouillèdes en raison de leur proximité.

Ceci a pour conséquence de modifier le périmètre de la CCCC qui passe de 47 communes à 45.

Le PLUi étant en cours la réglementation exige un nouveau débat autour du Projet d'Aménagement et de Développement Durables dont avait déjà débattu voir le Conseil Municipal du 16 février 2017.

Je rappelle les grandes lignes du PADD qui sont reconduites dans le cadre de ce nouveau périmètre.

Madame le Maire commente les enjeux du PLUi valant SCOT : schéma de cohérence territoriale qui définit les principes communautaires généraux avant de travailler au niveau des groupes de communes, des communes et à la parcelle.

Madame le Maire indique qu'il ne faut pas hésiter à l'interrompre pour engager le débat.

[Ce document devra être validé et donc voté.](#)